

JUSTICE

Financement libyen : Nicolas Sarkozy de nouveau face aux juges

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

08 juin 2020 à 17h01

Par *Neila Latrous (/auteurs/n.latrous/)* - avec AFP

Mis à jour le 09 juin 2020 à 17h20



Huit ans après les premières accusations, Nicolas Sarkozy et ses proches ont rendez-vous ce mercredi devant la cour d'appel de Paris. L'ancien président français compte contester la validité de l'enquête judiciaire sur un financement libyen présumé de sa campagne 2007.

L'enquête sur le financement libyen présumé de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy a-t-elle été bâclée ? C'est à cette question que doit répondre la cour d'appel de Paris, ce mercredi 10 juin. L'ancien président français, ses ex-ministres Claude Guéant, Éric Woerth et Brice Hortefeux – tous mis en examen sauf ce dernier – ont soulevé une série de nullités contre l'enquête ouverte en 2013 par le juge Serge Tournaire, un an après la publication par le site Mediapart d'un document censé prouver que l'existence de fonds occultes.

Autre protagoniste au cœur du dossier, l'homme d'affaires Alexandre Djouhri (<https://www.jeuneafrique.com/944239/societe/afrique-france-alexandre-djouhri-reclame-son-transfert-medical-en-suisse/>), mis en examen et remis par les autorités britanniques à la France fin janvier, a également déposé plusieurs recours. Les requêtes des protagonistes devraient être examinées à huis clos. Démarrée en 2012, l'affaire du financement libyen a donné lieu à une enquête à tiroirs, qui mêle hommes politiques et intermédiaires douteux. *Jeune Afrique* vous aide à y voir plus clair.

La galaxie Kadhafi

Témoignages de dignitaires libyens

(<https://www.jeuneafrique.com/994270/politique/libye-ou-sont-passes-les-kadhafistes/>), notes des services secrets de Tripoli, accusations d'un intermédiaire... Une somme d'indices troublants a donné corps, en sept ans, à la thèse de mallettes envoyées par Mouammar Kadhafi à l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Les premières accusations sont lancées par le fils du Guide, Seif al-Islam

(<https://www.jeuneafrique.com/mag/688498/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/>), à la chute de son père en 2011. Dans un entretien diffusé par *Euronews*, le cadet Kadhafi accable celui qui est encore le chef d'État français : « Il faut que Nicolas Sarkozy rende l'argent. C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve (...). Nous le révélerons tout prochainement. »

EXCLUSIF - Saïf Al-Islam Kadhafi réclame à Sarkozy de rem...



L'année suivante, dans l'entre-deux tours de la campagne présidentielle, *Mediapart* publie des documents affirmant que Tripoli aurait, en 2006, donné son accord pour un financement de 50 millions d'euros. Nicolas Sarkozy porte plainte contre le site Internet. L'enquête pour « publication de fausse nouvelle » se solde par un non-lieu.

Au même moment, le 3 mai 2012, l'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi (<https://www.jeuneafrique.com/251385/politique/lex-premier-ministre-de-khadafi-condamne-a-mort-decision-pourrait-mettre-tunisie-lembaras/>), emprisonné en Tunisie, affirme, selon des propos rapportés par ses avocats tunisiens, que la Libye a bel et bien financé la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy. Le même soir, un avocat français disant également le représenter dément qu'il ait tenu ces propos.

Quelques jours auparavant, le 29 avril, le corps de Choukri Ghanem (<https://www.jeuneafrique.com/141660/politique/libye-chokri-ghanem-mort-en-eaux-troubles/>), ancien ministre libyen du Pétrole, est retrouvé non loin de la plage de Copa Cagrana, haut lieu des nuits viennoises. L'homme était un proche ami de Seif al-Islam... et un témoin crucial. Son témoignage posthume parvient aux enquêteurs quatre ans plus tard, en septembre 2016, sous la forme d'un petit carnet retrouvé chez le gendre de Ghanem aux Pays-Bas. Ses notes mentionnent trois versements en 2007 destinés à Nicolas Sarkozy et représentant au moins 6,5 millions d'euros

Le 22 mai 2018, c'est un quatrième pilier du régime de Mouammar Kadhafi qui prend la parole sur France 2, dans l'émission *Cash investigation*. Bachir Saleh (<https://www.jeuneafrique.com/mag/472821/politique/entretien-exclusif-avec-bechir-saleh-lhomme-qui-murmurait-a-loreille-de-kadhafi/>), ex-argentier de la Jamahiriya, confirme l'existence de versements occultes du régime libyen à l'ancien président français.

 **CASH INVESTIGATION** 
@cashinvestigati 

Après des années de silence, Béchir Saleh, l'homme qui murmurait à l'oreille de Kadhafi accepte de recevoir l'équipe de de Cash.

[#cashinvestigation](#) « Affaire Sarkozy - Kadhafi : soupçons sur des millions », un film de Nicolas Vescovacci  Demain à 20h55 sur @France2tv



La défense de Sarkozy

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire contre X, notamment pour corruption et trafic d'influence, dès le 19 avril 2013. L'enquête est alors dirigée par le juge Serge Tournaire, nommé l'été dernier premier vice-président du tribunal de Nanterre chargé de l'instruction. C'est lui qui met en examen Nicolas Sarkozy (21 mars 2018), Éric Woerth (29 mai 2018), et Claude Guéant (7 mai 2015, puis à nouveau le 17 septembre 2018). Depuis son départ, l'instruction a été reprise par les juges Aude Buresi et Marc Sommerer.

Nicolas Sarkozy, poursuivi pour « corruption passive, financement illégal de campagne électorale et recel de détournement de fonds publics libyens », se dit victime de « la haine, la boue, la médiocrité, la calomnie ». Dans ses recours, l'ancien chef d'Etat réclame d'abord la reconnaissance de son immunité présidentielle, face aux accusations de contreparties qu'il aurait accordées, une fois élu, au régime de Kadhafi.

Pour les faits antérieurs, qui relèveraient de sa période ministre de l'Intérieur (2005-2007), Nicolas Sarkozy et son ex-ministre délégué Brice Hortefeux affirment que leurs cas relèvent de la Cour de justice de la République, seule habilitée à juger les ministres dans l'exercice de leurs fonctions. L'avocat général ne partage pas cet avis et fait valoir, dans ses réquisitions écrites, que les actes reprochés n'ont pas de lien direct avec leurs fonctions de l'époque. Aussi, il demande que soit validées les investigations menées depuis huit ans.

Eric Woerth, trésorier de la campagne 2007, conteste pour sa part les fondements de sa mise en examen pour « complicité de financement illégal de campagne ». De l'argent en liquide, au moins 30 000 euros, avait circulé au siège de campagne selon les témoignages glanés par les enquêteurs. Lesquels soupçonnent ces sommes non-déclarées d'être un reliquat des éventuelles mallettes libyennes.

À LIRE **Financement libyen présumé de la campagne de Nicolas Sarkozy : une instruction qui pose question**
(<https://www.jeuneafrique.com/mag/785695/societe/financement-libyen-presume-de-la-campagne-de-nicolas-sarkozy-une-instruction-qui-pose-question/>)

Quant à Claude Guéant, directeur de la campagne de 2007, qui avait par la suite joué un rôle central dans les tractations avec d'anciens responsables libyens pour faire libérer les infirmières bulgares, il est mis en examen pour « faux et usage de faux, blanchiment de fraude fiscale en bande organisée, et corruption passive. » Fin avril 2013, une perquisition au domicile de l'ancien ministre a permis de découvrir un virement d'un demi-million d'euros sur son compte en banque, depuis l'étranger. Un autre virement suspect de 25 000 euros, provenant de Jordanie, est découvert le même jour.

Or, dans cette affaire, Claude Guéant est soupçonné d'avoir perçu 500 000 euros en rétribution de son intervention auprès d'EADS – devenu Airbus group – en faveur de l'intermédiaire Alexandre Djouhri, qui réclamait le paiement d'une commission pour une vente d'avions à la Libye. Claude Guéant soutient que l'argent provient – entre autres – de la vente à un avocat malaisien de deux tableaux du peintre flamand Andries van Eertvelt. Version mise à mal par la justice, qui estime la valeur des toiles à 35 000 euros. Un homme d'affaires saoudien, Khalid Ali Bugshan, est également mis en examen dans ce dossier, soupçonné d'avoir joué un rôle dans le versement des 500 000 euros.

Pour sa défense, Claude Guéant fait valoir que la loi française ne prévoit pas, de toute façon, de poursuites pour le détournement de fonds publics d'un pays étranger. Argument utilisé aussi par les avocats de Nicolas Sarkozy. Dans l'enquête sur la piste libyenne, un autre collaborateur de l'ancien président est dans le viseur : Thierry Gaubert, mis en examen le 31 janvier dernier pour « association de malfaiteurs. »

Quid des intermédiaires ?

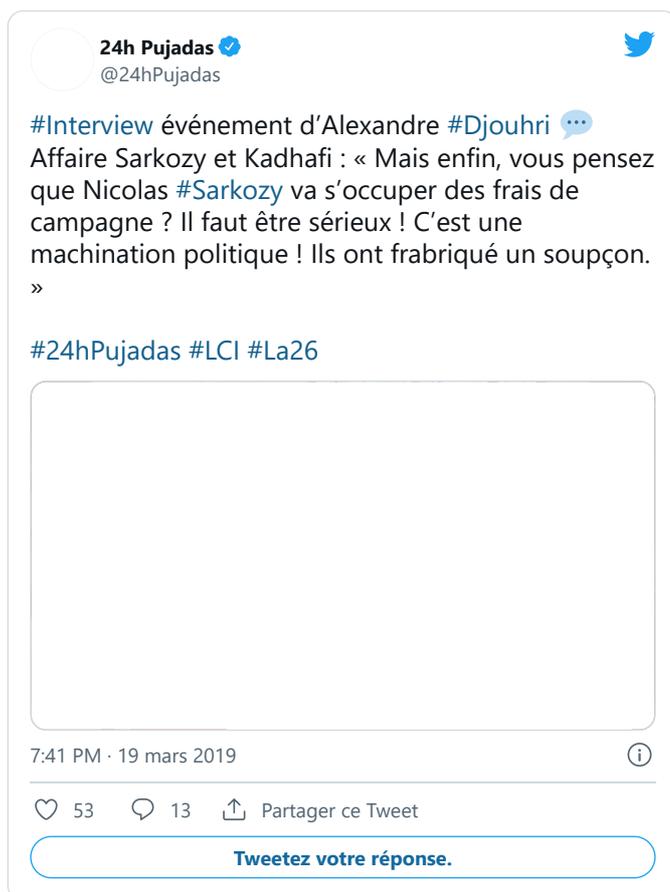
Les témoignages – pour l'heure divergents – de deux intermédiaires pourraient être la clé de cette enquête. Ziad Takieddine d'abord. En décembre 2012, l'homme d'affaires franco-libanais, poursuivi dans le volet financier du dossier Karachi, affirme devant un juge détenir des preuves d'un financement libyen.

Quatre ans plus tard, le même, mis en examen pour complicité de corruption et de trafic d'influence, assure avoir remis en main propre cinq millions d'euros provenant de Tripoli à Nicolas Sarkozy, entre fin

2006 et début 2007, alors que ce dernier était ministre de l'Intérieur, et à son directeur de cabinet Claude Guéant. Aucune preuve matérielle n'est retrouvée. Ziad Takieddine est condamné pour diffamation en février dernier, à la suite d'une plainte déposée par Guéant.

Quant à Alexandre Djouhri, homme d'affaires franco-algérien, il est soupçonné d'être l'architecte de montages financiers complexes censés dissimuler les transactions présumées. Lors d'une perquisition à son domicile à Genève en mars 2015, la découverte d'un RIB au nom de Claude Guéant avait intrigué les magistrats. Les deux hommes sont réputés proches.

Le nom de Djouhri apparaît surtout dans l'enquête pour la vente en 2009 d'une villa à Mougins, sur la Côte d'Azur, à un fonds libyen géré par Bachir Saleh. Djouhri aurait été, selon la justice, le véritable propriétaire de la maison, cédée à un prix surévalué pour maquiller les versements occultes. Ce que lui conteste formellement.



« C'est l'imaginaire et la machination, j'ai jamais eu de villa en prête-nom et j'ai jamais vendu de villa à Bachir Saleh », s'était-il défendu depuis Londres, en mars dernier. Extradé depuis, Alexandre Djouhri a lui aussi déposé plusieurs recours. L'homme d'affaires conteste la validité des mandats d'arrêt européens émis à son

encontre par les magistrats anticorruption français. En ce qui concerne la vente de la villa de Mougins, Djouhri reproche au juge Tournaire d'avoir agi en dehors du périmètre autorisé de l'enquête.

À LIRE AUSSI

- › Libye : où sont passés les pro-Kadhafi ?
(/994270/politique/libye-ou-sont-passes-les-kadhafistes/)
- › Kadhafi-Sarkozy : la BD-enquête sur le désamour entre les deux ex-présidents (/mag/735565/politique/kadhafi-sarkozy-la-bd-enquete-sur-le-desamour-entre-les-deux-ex-presidents/)

(<https://jeuneafrique.us2.list-manage.com/subscribe?u=6f73d53fb63e8c665c4e3800d&id=9e88e09281>)



PROPOSÉ PAR EMERALD SECURITIES SERVICES BOURSE

ESS BOURSE : cérémonie de première cotation des valeurs « EOCG 6,25% N 2026 » et « EOG 6% NET 2021-2026 »

SUR LE MÊME SUJET

Libye

- › Libye : Seif el-Islam Kadhafi, au nom du père (/1218831/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/)
- › Libye : Haftar se met en ordre de bataille (/1219010/politique/libye-haftar-se-met-en-ordre-de-bataille/)
- › Ghassan Salamé : « J'ai senti que Haftar m'avait fait un sale coup » (2/2) (/1213128/politique/ghassan-salame-jai-senti-que-haftar-mavait-fait-un-sale-coup-2-2/)

Justice

- › Mali : ce que la justice reproche à Soumeylou Boubeye Maïga (/1223093/societe/mali-ce-que-la-justice-reproche-a-soumeylou-boubeye-maiga/)
- › Mali : comment Bah N'Daw et Moctar Ouane veulent contrer Assimi Goïta (/1221915/societe/mali-comment-bah-ndaw-et-moctar-ouane-veulent-contrer-assimi-goita/)
- › RDC : comment John Numbi a tenté de faire échouer les poursuites lancées contre lui (/1221673/societe/rdc-comment-john-numbi-a-tente-de-faire-echouer-les-poursuites-lancees-contre-lui/)

Nicolas Sarkozy

- › France-Guinée : le discret déjeuner de Nicolas Sarkozy chez Alpha Condé (/1216347/politique/france-guinee-le-discret-dejeuner-de-nicolas-sarkozy-chez-alpha-conde/)
- › L'homme qui raconte l'homme qui tua Kadhafi (/1206418/culture/theatre-lhomme-qui-raconte-lhomme-qui-tua-kadhafi/)
- › Afrique-France : la « schizophrénie » de l'aide au développement décortiquée (/1195128/economie/la-schizophrenie-de-laide-francaise-au-developpement-decortiquee/)

Mouammar Kadhafi

- › Libye : Seif el-Islam Kadhafi, au nom du père (/1218831/politique/libye-seif-el-islam-kadhafi-au-nom-du-pere/)

- > **Tunisie – Kaïs Saïed : un (nouveau) dialogue national pour sortir de l'impasse ?** (/1209369/politique/tunisie-kais-saied-un-nouveau-dialogue-national-pour-sortir-de-limpasse/)
- > **Kadhafi, OLP, Angola... Les sept vies du député tunisien Safi Saïd** (/1206730/politique/kadhafi-olp-angola-les-sept-vies-du-depute-tunisien-safi-said/)



PROPOSÉ PAR UGHE

Lancement du Conseil Consultatif AI pour soutenir la mission de l'Universi Health Equity

JEUNE AFRIQUE DIGITAL

L'abonnement 100% numérique

consultable sur smartphone, PC et tablette



Profitez de tous nos contenus
exclusifs en illimité !

Inclus, le dernier numéro spécial de Jeune Afrique

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€ (/JEUNE-AFRIQUE-DIGITAL/?TM_SOURCE=JEUNEAFFRIQUE.COM&TM_CAMPAIGN=BOUTON_VOTRE_HEBDO_ABONNEZ_VOUS&TM_MEI

theafricareport By JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

(https://www.theafricareport.com/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'AFRIQUE ANGLOPHONE

Analyse, débats, expertises... Pour comprendre l'Afrique de demain et d'aujourd'hui

EXCLUSIVE: Burundi wants new Rainbow Rare Earths mining convention

> (https://www.theafricareport.com/120339/exclusive-burundi-wants-new-rainbow-rare-earths-mining-convention/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

What does the fall of Afghanistan mean to Nigeria's Islamists?

> (https://www.theafricareport.com/119640/what-does-the-fall-of-afghanistan-mean-to-nigerias-islamists/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

US seeks to force Equatorial Guinea to take Covid vaccine deal as Biden steps up anti-kleptocracy fight

> (https://www.theafricareport.com/118817/usa-equatorial-guinea-forced-to-take-covid-vaccine-deal-as-biden-steps-up-anti-kleptocracy-fight/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

DÉCOUVRIR

(HTTPS://WWW.THEAFRICAREPORT.COM/?

THEAFRICAREPORT.COM UTM_SOURCE=JEUNEAFFRIQUE.COM&UTM_CAMPAIGN=MEA_TAR_SUR_JA_JANVIER_20202&UTM_MEDIUM=REFERRAL&UTM_CONTENT=WIDGET_FOOTER_MOBILE)

Dans l'actualité

Charles Blé Goudé (/personnalites/charles-ble-goude/) - Tony Elumelu (/personnalites/tony-elumelu/) - Génocide des Tutsis au Rwanda (/tags/genocide-rwandais/) - Cemac (/institutions/cemac/) - Moïse Katumbi (/personnalites/moise-katumbi/)

RETROUVEZ JEUNE AFRIQUE SUR  [\(HTTP://WWW.FACEBOOK.COM/JEUNEAFRIQUE1\)](http://www.facebook.com/jeuneafrique1)  [\(HTTP://TWITTER.COM/JEUNE_AFRIQUE\)](http://twitter.com/jeune_afrique)  [\(HTTP://WWW.PINTEREST.COM/JEUNEAFRIQUE/\)](http://www.pinterest.com/jeuneafrique/)  [\(HTTP://WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/JEUNE-AFRIQUE\)](http://www.linkedin.com/company/jeune-afrique)  [\(HTTP://INSTAGRAM.COM/JEUNEAFRIQUE\)](http://instagram.com/jeuneafrique)  [\(/PAGE-RSS/\)](#)[RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER](#) [JE M'INSCRIS \(HTTP://EEPURL.COM/1N5WT\)](http://eepurl.com/1n5wT)[Qui sommes-nous ? \(/qui-sommes-nous/\)](#) [Contacts \(/contacts/\)](#) [Recrutement \(https://recrutement.jeuneafrique.com\)](https://recrutement.jeuneafrique.com) [Appels d'offres \(/landing/appels-doffres/\)](#)[Espaces Partenaires \(/espace-partenaires/\)](#) [Conditions générales d'utilisation \(/cgu-cgv/\)](#) [Aide \(FAQ\) \(/faq-globale-generale/\)](#) [Gérer mes cookies](#) © Jeune Afrique 2021, tous droits réservés